



Jean-Christophe PAGNUCCO

Professeur à l'Université de Caen Normandie

Doyen de la Faculté de droit

Directeur du Master II Droit de l'Entreprise/ DJCE

Né le 21 mars 1978, à Thionville (Moselle-57)

jean-christophe.pagnucco@unicaen.fr

CURRICULUM VITAE

CURSUS UNIVERSITAIRE

♦ **Professeur à l'Université de Caen Normandie** (septembre 2015).

♦ **Habilitation à diriger des recherches en droit privé, Faculté de droit de Caen, Université de Caen Basse-Normandie :**

- Diplôme obtenu le 18 février 2014 et soutenu devant un jury composé de madame le professeur Florence DEBOISSY, professeur à l'Université de Bordeaux, monsieur le professeur F-X. LUCAS, professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (rapporteur), madame le professeur R. VATINET, professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas (rapporteur), madame le professeur C. REGNAUT, professeur à l'Université de Caen Basse-Normandie, madame le professeur J. VALLANSAN, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation, monsieur le doyen Th. LEBARS, professeur à l'Université de Caen Basse-Normandie.

♦ **Maitre de conférences en droit privé à l'Université de Caen Basse-Normandie** (septembre 2007).

♦ **Qualification aux fonctions de maître de conférences par le Conseil national des Universités (Sect. 01) :**

- **Qualification** obtenue sur première présentation des travaux, sur les rapports de monsieur le président J. MESTRE et de M. L. GUIGNARD (mars 2006).

♦ **Doctorat en droit**, Université Montesquieu Bordeaux IV :

- Doctorat obtenu avec la mention très honorable avec félicitations du jury décernées à l'unanimité (4 novembre 2005).

♦ **DEA de droit privé général :**

- Mention Bien (major de promotion), Université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction de M. le professeur Jean HAUSER (octobre 2001).

♦ **Maîtrise de droit des affaires :**

- Mention Bien, Université Montesquieu Bordeaux IV (juin 2000).
- ◆ **Licence en droit :**
 - Mention Bien, Université Montesquieu Bordeaux IV (juin 1999).
- ◆ **DEUG de droit :**
 - Mention Assez Bien, Université Montesquieu Bordeaux IV (juin 1998).

TRAVAUX DE RECHERCHE

Laboratoires de rattachement

- ◆ Membre de l'**Institut Demolombe** (ex-Centre de Recherches en Droit Privé- EA 967), Université de Caen Normandie.
- ◆ Membre associé de l'**IRDAP** (Institut de Recherches en Droit des Affaires et du Patrimoine), Université de Bordeaux.

Travaux individuels

- ◆ 1. Thèse pour le **doctorat en droit** : « **L'action sociale *ut singuli et ut universi* en droit des groupements** », sous la direction de Mme le professeur Florence DEBOISSY, soutenue publiquement le 4 novembre 2005, à l'Université Montesquieu Bordeaux IV. Obtention du grade de docteur en droit, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de reproduction en l'état, proposition pour un prix de thèse et une subvention à l'édition.

Membres du jury : M. le professeur Loïc CADIET, professeur à l'Université Paris I (Panthéon Sorbonne) ; Mme le professeur Florence DEBOISSY, professeur à l'Université Montesquieu Bordeaux IV ; M. le professeur Michel GERMAIN, professeur à l'Université Paris II (Panthéon Assas), rapporteur ; M. le professeur Bernard SAINTOURENS, professeur à l'Université Montesquieu Bordeaux IV ; M. le professeur Guillaume WICKER, professeur à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

Thèse lauréate du **Prix Alexandre Varenne**, sur les rapports de M. le professeur B. BOULOC et de M. le doyen J. STOUFFLET, publiée dans la collection Fondation Varenne/LGDJ, t. 4, préface Fl. DEBOISSY (décembre 2006).

(Reuves indiquées par ordre alphabétique)

- ◆ Contributions au **Bulletin du CERFAP** (Centre Européen de Recherche en droit de la Famille et des Personnes), Université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction de M. le professeur Jean HAUSER :
 - 2. « Le nouvel article 220-1 du Code civil » (janvier 2005).
 - 3. « Les procédures de changement de nom et de prénom » (mars 2005).
- ◆ Contributions au **Bulletin Joly Sociétés (revue dotée d'un comité de lecture)** :
 - 4. « La nullité d'une cession de parts de SARL suite à la violation d'une clause statutaire d'agrément », note sous Cass. com., 10 févr. 2015 : *Bull. Joly sociétés* 2015, p. 238.

- 5. « L'impossibilité d'annuler les actes du gérant de GFA compris dans les limites de l'objet social », note sous Cass. civ. 3ème, 30 septembre 2015 : *Bull. Joly sociétés* 2015, p. 655.
- 6. « La condamnation d'une société civile immobilière pour recel des infractions commises par ses associés », note sous Cass. crim., 14 oct. 2015 : *Bull. Joly sociétés* 2016, p. 36.
- 7. « *Black is black* (Ventes sans factures, paiements en espèce et abus de biens sociaux) », note sous Cass. crim., 11 avr. 2016 : *Bull. Joly sociétés* 2016, p. 655.
- 8. « La reconnaissance jurisprudentielle de la possibilité de demander en justice le retrait d'un GFA », note sous Cass. civ. 1^{ère}, 1er mars 2017 : *Bull. Joly sociétés* 2017, p. 395.
- 9. « Continuation de société civile au décès d'un associé : le sort du légataire à titre particulier de parts sociales », note sous Cass. com., 5 avril 2018 : *Bull. Joly sociétés* 2018, p. 348.
- 10. « Convocation et représentation à l'AG en cas d'indivision portant sur des parts de société civile », note sous CA Paris, 1^{er} mars 2018 : *Bull. Joly sociétés* 2018, p. 581
- 11. « Le simple fait qu'une délibération porte atteinte aux intérêts d'un associé ne suffit pas à caractériser un abus de majorité », note sous Cass. com., 26 septembre 2018, : *Bull. Joly sociétés* 2018, p.
- 12. « Réduire la durée d'un groupement n'équivaut pas à en décider la dissolution anticipée », note sous Cass. com., 28 nov. 2018 : *Bull. Joly sociétés* 2019, p. 11.
- 13 « La mésentente entre les membres d'un GFA ne peut entraîner la dissolution judiciaire de ce dernier qu'à la condition que la paralysie de son fonctionnement soit précisément établie », note sous Cass. Com., 9 janv. 2019 : *Bull. Joly sociétés* 2019, p. 39.
- 14. « Apparence d'interdépendance au sein d'un groupe : quand les juges ne tombent pas dans le panneau », note sous Cass. com., 19 février 2019 : *Bull. Joly sociétés* 2019, p. 19.
- 15. « Dissolution judiciaire pour justes motifs demandée par l'associé à l'origine de la mésentente : épilogue ? », note sous Cass. Com., 10 avril 2019 : *Bull. Joly sociétés* 2019, p. 35.
- 16. « Absence de nullité des engagements contraires à l'intérêt social pris par le gérant de SARL : réaffirmation d'un principe à la portée mal mesurée », note sous Cass. com., 16 octobre 2019 : *Bull. Joly sociétés* 2020, p. 32.
- 17. « Responsabilité pour insuffisance d'actif : des fautes caractérisées, et non de simples négligences », note sous Cass. com., 26 févr. 2020 : *Bull. Joly sociétés* 2020, p. 41.

◆ Contribution à la revue **Droit des sociétés** (revue dotée d'un comité de lecture) :

- 18. « Les pouvoirs des minoritaires dans les groupes de sociétés » : *Dr. sociétés* juin 2017, in Dossier 7, *Les groupes de sociétés, quels pouvoirs, quelle responsabilité ?*, p. 13 et s.

◆ Contribution à la revue **Droit et Patrimoine** (revue dotée d'un comité de lecture) :

- 19. Le contrat de société, au service de la gestion dynamique du patrimoine du majeur protégé : *Dr. et Patrimoine* 2018, n°283.

◆ Contributions au **Jurisclasseur Sociétés-Traité** :

- 20. fasc. 130-20, « Administration, Condition de nomination des administrateurs » (janvier 2007, actualisé en janvier 2014).

- 21. fasc. 117-30, « Sociétés anonymes. Constitution avec appel public à l'épargne. Vérification des apports en nature et des avantages particuliers » (mai 2007, actualisé en mars 2015).
- 22. fasc. 131-10, « Administration. Conseil d'administration » (mars 2010).
- 23. fasc. 130-40, « Rémunération des Administrateurs » (avril 2012 ; actualisé en avril 2016).

◆ Contribution à la Revue **Lamy Droit des affaires (revue dotée d'un comité de lecture)** :

- 24. « La sanction de la violation d'une clause statutaire de préemption en cas de cessions de parts d'une SARL », note sous Cass. com., 11 mars 2014 : *Lamy Droit des Affaires*, juillet 2014.

◆ Contributions à la **Lettre d'actualité des procédures collectives civiles et commerciales (revue dotée d'un comité de lecture)** :

- 25. « La société dissoute par l'effet du jugement de liquidation judiciaire n'a plus à être représentée par un mandataire *ad hoc* », note sous CA Colmar, 1^{re} ch. civ., sect. A, 5 juin 2007 : *Act. proc. coll.* 2007-16, comm. 192 (octobre 2007).
- 26. « Dès lors qu'elle est effective au jour où le juge statue, la démission du gérant fait obstacle à la cession forcée de ses actions ou parts sociales, dans le cadre d'un plan de redressement », note sous Cass. com., 19 févr. 2008 : *Act. proc. coll.* 2008-6, comm. 98 (mars 2008).
- 27. « Participation à la procédure de vérification des créances d'une société en liquidation judiciaire : modes de représentation et limites à la contestation », note sous Cass. com., 3 juin 2009 : *Act. proc. coll.* 2009-14, comm. 214 (septembre 2009).
- 28. « L'influence de l'admission d'une créance au passif de la SNC sur la prescription de l'action en paiement exercée à l'encontre des associés en nom », note sous Cass. com., 29 sept. 2009 : *Act. proc. coll.* 2009-18, comm. 276 (novembre 2009).
- 29. « La possibilité pour la caution subrogée dans les droits d'un créancier ayant déclaré à titre chirographaire de se prévaloir d'une hypothèque qu'elle a fait souscrire pour sûreté de son recours », note sous CA Rennes, 2 juin 2009 : *Act. proc. coll.* 2010-6, comm. 86 (mars 2010).
- 30. « L'irrecevabilité de la mise en œuvre de l'obligation aux dettes sociales, exercée par le liquidateur, à l'encontre des associés d'une société à risques illimités », note sous CA Paris, 29 juin 2009 : *Act. proc. coll.* 2010-16, comm. 231 (octobre 2010)
- 31. « L'irrecevabilité de l'action en recouvrement du prix de cession exercée par le liquidateur amiable de la société cédée après la fin des fonctions du commissaire à l'exécution du plan », note sous Cass. com., 19 oct. 2010 : *Act. proc. coll.* 2010-19, comm. 268 (novembre 2010)
- 32. « L'admissibilité d'une déclaration de créance faussement qualifiée d'éventuelle et provisionnelle », note sous Cass. com., 30 nov. 2010 : *Act. proc. coll.* 2011, comm. 47 (février 2011).
- 33. « Les administrateurs de société anonyme sont bien des dirigeants de droit au sens de l'article L. 225-35 du Code de commerce, et peuvent à ce titre commettre des fautes de gestion et engager leur responsabilité pour insuffisance d'actif », note sous Cass. com., 31 mai 2011 : *Act. proc. coll.* 2011-13, comm. 207 (juillet 2011).
- 34. « La recevabilité de l'action en contribution aux pertes sociales, exercée par le liquidateur, à l'encontre des associés d'une société à risques illimités », note sous Cass.com., 20 sept. 2011 : *Act. proc. coll.* 2011-18, comm. 278 (novembre 2011).

- 35. « Les conséquences de la mise en liquidation judiciaire de l'associé de société civile », note sous Cass. com., 13 déc. 2011 : *Act. proc. coll.* 2012-6, comm. 92 (mars 2012).
- 36. « Refus de l'administration fiscale de participer à un plan d'apurement du passif d'un contribuable : la compétence juridictionnelle en question » (note sous CE, 9e et 10e ss-sect., 13 févr. 2013, n° 343380 : *Act. proc. coll.* 2013-7, comm. 90 (avril 2013).
- 37. « La portion non libérée du capital social ne constitue ni un actif disponible, ni une réserve de crédit de nature à empêcher la cessation des paiements » (note sous Cass. com., 23 avr. 2013) : *Act. proc. coll.* 2013- 10, comm. 130 (juin 2013).
- 38. « Le représentant permanent est susceptible d'être poursuivi en responsabilité pour insuffisance d'actif sans mise en cause de la société dirigeante » : *Act. proc. coll.* 2014-1, comm. 15 (janvier 2014).
- 39. « Le défaut de déclaration peut être une faute détachable des fonctions du dirigeant » : *Act. proc. coll.* 2014-12, com. 212 (juillet 2014).
- 40. « La demande de remboursement du compte courant entre dans le domaine du dessaisissement » : *Act. proc. coll.* 2014-18, com. 319 (novembre 2014).
- 41. « La société créancière n'est pas dissoute tant que sa prorogation a été décidée avant l'expiration du terme » (note sous Cass. com., 30 juin 2015) : *Act. proc. coll.* 2015-15, com. 239 (octobre 2015).
- 42. « Les doutes sur le préjudice personnel du dirigeant-associé d'une société en liquidation victime d'actes de concurrence déloyale » (note sous Cass.com., 29 septembre 2015) : *Act. proc. coll.* 2015-18, com. 287 (novembre 2015).
- 43. « L'impossibilité pour un tiers de se prévaloir de l'irrégularité de désignation d'un dirigeant pour contester son pouvoir de déclarer ou de faire déclarer », note sous Cass. com., 26 janv. 2016) : *Act. proc. coll.* 2016-4, com. 49 (mars 2016).
- 44. « L'indemnité conventionnelle de révocation du dirigeant social n'est pas une créance postérieure privilégiée au sens de l'article L. 622-17 du Code de commerce », note sous Cass. com., 12 juill. 2016 : *Act. proc. coll.* 2016-16, com. 2019 (octobre 2016).
- 45. « La subsidiarité de l'obligation aux dettes sociales à l'épreuve de la liquidation judiciaire », note sous Cass. Ch. mixte, 18 mai 2007 (en collaboration avec J.-P. Legros et F.-X. Lucas) : *Act. proc. coll.* 2018, com. 145 (mai 2018).
- 46. « Les chances de succès du plan de redressement d'une filiale peuvent être évaluées en prenant en considération les solutions envisagées pour les autres sociétés du groupe », note sous Cass. Com., 19 déc. 2018 : *Act. proc. coll.* 2019, com. 37 (janv. 2019).

◆ Contribution à la **Montesquieu Law Review (Revue dotée d'un comité de lecture) :**

- 47. « Les apports de la loi Macron du 6 août 2015 au droit français des sociétés » / « The contributions to company law made by the loi Macron of 6 August 2015 » : *Montesquieu Law Review*, mars 2017, p. 17 s.

◆ Contributions à la **Revue de Droit du Travail (revue dotée d'un comité de lecture) :**

- 48. « Mandat social et apparence d'un contrat de travail » note sous Cass. soc., 10 juin 2008 : *Revue de Droit du Travail*, Dalloz, novembre 2008, p. 659 et s.
- 49. « Retour sur la possibilité pour le gérant égalitaire de SARL de cumuler mandat social et contrat de travail », *Revue de Droit du Travail*, Dalloz, juillet 2011, p. 433 et s.

◆ Contributions à la **Revue des Procédures Collectives (revue dotée d'un comité de lecture)** :

- 50. « Le couple SCI/Société d'Exploitation » : *Rev. Proc. Coll.* mai 2013, dossier 14.
- 51. « Le plan de cession et les associés » : *Rev. Proc. Coll.* Mai 2015, dossier 43.

◆ Contribution à la **Revue Trimestrielle de Droit Commercial (revue dotée d'un comité de lecture)** :

- 52. « L'obligation à la dette sociale de l'associé indéfiniment responsable » : *RTD com.* 2012, p. 55 et s.

◆ Contribution à la **Semaine Juridique édition Entreprise et Affaires (JCP E) (revue dotée d'un comité de lecture)** :

- 53. « Les difficultés à sanctionner le caractère frauduleux d'une dissolution-confusion », note sous CA Paris, 28 janv. 2014 : *JCP E* 2014, 1316.

**Travaux collectifs
(par ordre alphabétique)**

◆ **Chronique de droit des sociétés, JCP éd G** (depuis 2019) (revue dotée d'un comité de lecture), en collaboration avec les professeurs F. DEBOISSY, G. WICKER et R. RAFFRAY.
Commentaire des arrêts suivants :

- 54. Cass Civ., 1^{re}, 14 mars 2018 : *JCP éd E* 2019, 1145, p. 21.
- 55. Cass. 3e civ., 3 mai 2018 : *JCP éd. E* 2019, 1145, p. 19.
- 56. Cass. com., 19 sept. 2018 : *JCP éd. E* 2019, 1145, p. 25.
- 57. Cass. Com., 9 janv. 2019 : *JCP éd E* 2019, 1539, comm. 2.
- 58. Cass. Com., 12 déc. 2018 : *JCP éd. E* 2019, 1539, comm. 3.
- 59. Cass. Com., 13 mars 2019 : *JCP éd. E* 2019, 1539, comm. 8.
- 60. Cass. com., 23 oct. 2019 : *JCP éd. E* 2020, à paraître.
- 61. Cass. 3e civ., 16 janv. 2020 : *JCP éd. E* 2020, à paraître.
- 62. Cass. com., 18 déc. 2019 : *JCP éd. E* 2020, à paraître.

◆ 63. Collaboration au **Code des sociétés Lexis Nexis**, avec les professeurs L. SAUTONIE-LAGUIONIE et G. AUZERO, sous la direction des professeurs G. WICKER et F. DEBOISSY (édition annuelle, depuis 2004).

◆ Coordination scientifique de l'ouvrage *La SAS, 25 ans après*, LexisNexis 2019.

◆ Coordination scientifique du dossier spécial *Groupes de sociétés : quels pouvoirs ? Quelle responsabilité ?* : **Dr. sociétés** juin 2017.

◆ Contribution à l'ouvrage **Droit et Dissimulation**, Bruylant 2013 :

- 64. Article sur « Dissimulation et droit des sociétés », p. 81 et s.

◆ Contribution au **Jurisclasseur Civil Code** :

- 65. art. 813 à 814-1, fasc. unique : « Mandats successoraux : mandats conventionnels et judiciaires », en collaboration avec M. le professeur G. WICKER (janvier 2008 ; actualisation décembre 2014).

- ◆ Contribution à l'ouvrage **La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté**, Collection Actes et Etudes, Cujas, 2013 :
 - 66. Article sur « Les poursuites du chef de l'entreprise en difficulté », en collaboration avec M. BENEJAT, p. 63 et s.

- ◆ Contribution à l'ouvrage **Le patrimoine de la personne protégée**, sous la direction de G. RAOUL-CORMEIL et de J.-M. PLAZY, LexisNexis 2015 :
 - 67. Article sur « Le contrat de société et le majeur protégé », p. 151 et s.

- ◆ Contribution à l'ouvrage **Les principales clauses des contrats d'affaires**, sous la direction de J. MESTRE, J.-Ch. RODA, F. BUY et M. LAMOUREUX, 3^{ème} édition, Lextenso, 2018 :
 - 68. « Clause d'agrément »
 - 69. « Clause de prix à dire d'expert ».

- ◆ Contribution aux **Mélanges en l'honneur du professeur Deen GIBIRILA**, Presses Universitaires de Toulouse, 2020 (à paraître) :
 - 70. Article sur « Le sort du dirigeant incapable ».

- ◆ Contribution à l'ouvrage **Nouveau Droit des Majeurs Protégés, Difficultés pratiques**, Thèmes et Commentaires, Dalloz, 2012 :
 - 71. Article sur « Le majeur protégé dans la société », p. 97 s., en collaboration avec A. GOSELIN-GORAND.

- ◆ 72. Contribution aux **Principes contractuels communs : projet de cadre commun de référence**, Association Henri Capitant, Société de législation comparée, Collection droit privé comparé et européen n°7, sous la direction de G. WICKER, J.-B. RACINE et la coordination de D. MAZEAUD et B. FAUVARQUE-COSSON (mars 2008).

- ◆ Contribution au **Répertoire Civil Dalloz** :
 - 73. « Personne morale » (actualisation de la rubrique), en collaboration avec M. le professeur G. WICKER (janv. 2017).

- ◆ Participation, en tant que consultant, aux travaux du **107^{ème} Congrès des Notaires** consacré au thème du **financement**, au sein de la Quatrième Commission (« Valoriser »), coordonnée par Me L. GALLIEZ et Fl. POUZENC (Cannes, 5-8 juin 2011).

- ◆ Participation au **Projet de recherche collectif sur La qualité de la norme**, initié conjointement par l'Institut de Recherche en Droit des Affaires et du Patrimoine et par l'Institut de Sciences Criminelles de l'Université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction des professeurs Evelyne BONIS et Valérie MALABAT (2012-2016).

Conférences et colloque

- ◆ Communication au colloque « **La gestion dynamique du patrimoine de la personne protégée** » sur le thème « **Le contrat de société au service de la gestion dynamique du patrimoine de la personne protégée** », Faculté de droit, Université de Caen Normandie, Institut Demolombe (13 avril 2018).

- ◆ Conférence : « **L’impact de la réforme des contrats sur le droit des sociétés** », EDAGO (Ecole des Avocats du Grand Ouest), Rennes, 16 juin 2017, en collaboration avec Mme Armelle GOSSELIN-GORAND.

- ◆ Organisation scientifique du colloque sur « **Les groupes de sociétés : Quels pouvoirs ? Quelle responsabilité ?** », Faculté de droit, Université de Caen Normandie, Institut Demolombe; intervention sur le thème « **Les pouvoirs des minoritaires dans les groupes de sociétés** » (18 novembre 2016).

- ◆ Conférence : « **L’impact de la réforme des contrats sur le droit des sociétés** », EDAGO (Ecole des Avocats du Grand Ouest), Rennes, 7 juillet 2016, en collaboration avec M. Th. DOUVILLE.

- ◆ Organisation scientifique du colloque sur « **Les mots de la norme** », 5^{ème} colloque sur la Qualité des normes, Forum Montesquieu / Université de Bordeaux, Pôle Juridique et Judiciaire, Bordeaux, en collaboration avec le professeur Ronan RAFFRAY (12 novembre 2015).

- ◆ Communication au colloque « **Les plans dans le livre VI du Code de commerce** » sur le thème « **Les associés et le plan de cession** », Faculté de droit de Caen, Université de Caen Basse Normandie (10 avril 2015).

- ◆ « **Actualités du droit des sociétés** », Conférence de perfectionnement en droit des affaires à destination des commissaires aux comptes, réalisé en partenariat entre l’Institut des Métiers du Droit et de l’Administration de l’Université de Caen Basse-Normandie et la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, Maison des Professions Libérales, Caen (2 décembre 2014).

- ◆ Communication au colloque « **Le patrimoine des seniors** », sur le thème de « **La société civile** », IUP Banque Finance Assurance, Université de Caen Basse-Normandie (23 mai 2014).

- ◆ Communication au colloque « **La distinction de la personne et des biens du majeur protégé** » sur le thème de « **La société civile immobilière, technique d’organisation de la jouissance ou de la transmission d’une maison familiale** », Université de Caen Basse-Normandie, organisé par le CRDP (21 mars 2014).

- ◆ Communication au colloque « **La gestion des biens de la personne protégée : Actualités et perspectives** », sur le thème de « **Le majeur protégé associé (de la gestion des biens du majeur par l’intermédiaire d’une société à la gestion des titres sociaux d’un majeur protégé)** », Université de Bordeaux (7 février 2014).

- ◆ « **La responsabilité des dirigeants de société** », Conférence de perfectionnement en droit des affaires à destination des commissaires aux comptes, réalisé en partenariat entre l’Institut des Métiers du Droit et de l’Administration de l’Université de Caen Basse-Normandie et la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, Maison des Professions Libérales, Caen (20 novembre 2013).

- ◆ Communication au colloque « **Montages et procédures collectives** » sur le thème « **Le couple SCI / Société d'exploitation à l'épreuve des procédures collectives** », **Université de Caen Basse-Normandie**, organisé par le CRDP (12 avril 2013).
- ◆ Communication au colloque « **La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté** », avec M. BENEJAT, IRDAP, **Université Montesquieu Bordeaux IV**, Journée de l'Observatoire de la délinquance des affaires (14 septembre 2012).
- ◆ Communication au colloque « **Droit et Dissimulation** », **Université de Caen Basse Normandie**, sur le thème « **Dissimulation et droit des sociétés** » (21 octobre 2011).
- ◆ Organisation et animation d'une conférence-débat à l'**IUT de Caen**, département GEA : « **Comment entreprendre en Basse-Normandie ?** », réflexion et retour sur le statut d'auto-entrepreneur et les vertus du recours aux mécanismes sociétaires (février 2010).
- ◆ Conférence à la Chambre des Métiers de la Manche : « **La protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel** », CEFAM de Coutances, (18 novembre 2008).
- ◆ Animation d'une conférence-débat à l'**ISC** (Institut de Sciences Criminelles), **Université Montesquieu Bordeaux IV**, consacrée à « **La faute de la personne morale** », sous la direction de M. le professeur Jean-Christophe SAINT-PAU et de Mme le professeur Valérie MALABAT (février 2005).

ACTIVITES D'ENCADREMENT DE RECHERCHES
--

- **Direction de thèse :**

- ◆ Madame Julie ROGER, « La transmission du patrimoine de la personne protégée », en codirection avec madame le professeur Laurence MAUGER-VIELPEAU, depuis 2016.
- ◆ Madame Marième SOWE, « L'apport en industrie en droit des sociétés commerciales français et de l'OHADA », depuis 2017.
- ◆ Monsieur Moriba DOUMBIA, « La loyauté en droit des sociétés », depuis 2018.

- **Participation à des jurys de thèse :**

- ◆ Participation au jury de thèse de madame Ahou Christian KAUNAN, « Pour une approche renouvelée des privilèges en droit des sûretés français », soutenue à l'Université de Clermont Auvergne, le 13 décembre 2019.
Membres du jury : M. Jean-François RIFFARD, professeur à l'Université de Clermont Auvergne, directeur de thèse ; M. Pierre CAGNOLI, professeur à l'Université de Caen, rapporteur ; M. Jean-Christophe PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen, rapporteur ; M. Didier VALETTE, maître de conférences à l'Université de Clermont Auvergne.

◆ Participation au jury de thèse de madame Hélène PAYANCE, « Le statut social du chef d'entreprise », soutenue à l'Université de Bordeaux, le 3 décembre 2019.

Membres du jury : M. Gilles AUZERO, professeur à l'Université de Bordeaux, directeur de thèse ; Mme Maryse BADEL, professeur à l'Université de Bordeaux ; Mme Lise CASAUX-BRUNEE, professeur à l'Université de Toulouse, rapporteur ; Mme Sylvia LE FISCHER, conseiller référendaire, Cour de cassation ; M. Jean-Christophe PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen, rapporteur.

◆ Participation au jury de thèse de madame Houda ALHOUSSARI, « La SAS : essai sur la notion de modèle en droit des sociétés », soutenue à l'Université de Rennes I, le 15 novembre 2019.

Membres du jury : Mme France DRUMMOND, professeur à l'Université Paris II, rapporteur ; M. Jean-Christophe PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen, rapporteur ; M. Bruno DONDERO, professeur à l'Université Paris I ; Mme Estelle SCHOLASTIQUE, professeur à l'Université Paris Sud ; Mme Catherine BARREAU, professeur à l'Université Rennes I, directrice de thèse.

◆ Participation au jury de thèse de madame Ola JAZMATI, « La sécurité de la formation du contrat de vente conclu sur internet : Etude comparée en droit français, égyptien et syrien », soutenue à l'Université de Rennes I, le 12 avril 2019.

Membres du jury : Mme Géraldine GOFFAUX, professeur à l'Université d'Orléans, rapporteur ; M. Hadi SLIM, professeur à l'Université de Tours, rapporteur ; M. Jean-Christophe PAGNUCCO, Professeur à l'Université de Caen ; Mme Sylvie HENNION, professeur émérite à l'Université de Rennes I ; Mme Sylvie MOISDON-CHATAIGNIER, Maître de conférences HDR à l'Université de Rennes I.

◆ Participation au jury de thèse de monsieur Noël DALUS, « La nature de la rémunération des dirigeants sociaux », soutenue à l'Université de Bordeaux, le 18 décembre 2018.

Membres du jury : Mme Hélène BOUCARD, professeur à l'Université de Poitiers, rapporteur ; Mme Florence DEBOISSY, professeur à l'Université de Bordeaux, directeur de thèse ; M. J-Ch. PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen, rapporteur ; M. Guillaume WICKER, professeur à l'Université de Bordeaux.

◆ Participation au jury de thèse de madame Ambre FAGEOLE-MAURY, « Le juge-commissaire et la juridiction commerciale : contribution à l'étude d'une magistrature économique », soutenue à l'Université de Clermont Ferrand, le 10 décembre 2018.

Membres du jury : M. J-Ch. PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen Normandie, rapporteur ; M. B. BRIGNON, maître de conférences HDR, Université d'Aix-Marseille, rapporteur ; M. J.-F. RIFFARD, professeur à l'Université Clermont Auvergne ; R. RAFFRAY, professeur à l'Université de Bordeaux, directeur de thèse.

◆ Participation au jury de thèse de madame Nina FERRA, « La notion d'équivalence dans le contrat », soutenue à l'Université de Perpignan, le 30 novembre 2018.

Membres du jury : M. Ch. ALBIGES, professeur à l'Université Montpellier I ; M. Rémy CABRILLAC, Ch. ALBIGES, professeur à l'Université Montpellier I, rapporteur ; M. J.-Ch. PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen Normandie, rapporteur ; M. Y. PICOD, professeur à l'Université de Perpignan ; M. S. ROBINNE, professeur à l'Université de Perpignan, directeur de thèse.

◆ Participation au jury de thèse de monsieur Romain FUGUIER, « Le contrat de travail du sportif professionnel », soutenue à l'Université de Perpignan, le 22 mars 2016.

Membres du jury : M. Ch. ALBIGES, professeur à l'Université Montpellier I, rapporteur ; M. R. BOUNIOL, maître de conférences à l'Université de Perpignan ; M. J.-Ch. PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen Normandie, rapporteur ; M. S. ROBINNE, professeur à l'Université de Perpignan, directeur de thèse.

◆ Participation au jury de thèse de monsieur Judicaël DJIGUEMDE, « L'aménagement conventionnel de la société commerciale en droit français et OHADA », soutenue à l'Université de Bordeaux le 16 décembre 2015.

Membres du jury : Mme Fl. DEBOISSY, Professeur à l'Université de Bordeaux ; M. N. DIOUF, Professeur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, rapporteur ; M. J.-Chr. PAGNUCCO, Professeur à l'Université de Caen Normandie, rapporteur ; M. B. SAINTOURENS, Professeur à l'Université de Bordeaux, directeur de thèse ; M. F. M. SAWADOGO, Professeur à l'Université Ouaga II, co-directeur de thèse.

◆ Participation au jury de thèse de monsieur Jérémy LAMBERT, « L'audit de risques en entreprise », soutenue à l'Université de Bordeaux le 15 décembre 2014.

Membres du jury : M. D. FERRIER, professeur émérite de l'Université Montpellier I (rapporteur) ; M. J.-Chr. PAGNUCCO, maître de conférences à l'Université de Caen Basse-Normandie (rapporteur) ; Mme le professeur Fl. DEBOISSY, professeur à l'Université de Bordeaux (directrice de la recherche) ; M. le professeur G. WICKER, professeur à l'Université de Bordeaux ; M. D. BORGIA, avocat à la Cour, Conseiller du commerce extérieur de la France.

◆ Participation au jury de thèse de Mademoiselle Alexandrine GUILLAUME, « L'obligation au passif social en droit des sociétés : pour une nouvelle approche », soutenue à l'Université de Caen Basse-Normandie, le 10 décembre 2013.

Membres du jury : M. Th. BONNEAU, professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas (rapporteur), M. Nicolas BORGA, professeur à l'Université de Grenoble II (rapporteur), Mme C. REGNAUT-MOUTIER, professeur à l'Université de Caen Basse-Normandie (directeur de recherches), M. J.-Chr. PAGNUCCO, maître de conférences à l'Université de Caen Basse-Normandie ; Mme Jocelyne VALLANSAN, professeur et conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation.

- **Participation à des jurys d'habilitation à diriger des recherches :**

◆ Participation au jury d'HDR de madame A. GOSSELIN-GORAND, soutenue à l'Université de Caen, le 4 juillet 2016.

Membres du jury : M. T. AZZI, professeur à l'Université Paris I – Panthéon Sorbonne ; Mme A. BATTEUR, professeur à l'Université de Caen Normandie, directrice de la recherche ; D. BUREAU, professeur à l'Université Paris II –Panthéon Assas, rapporteur ; Mme A. GUEGAN-LECUYER, maître de conférences à l'Université Paris I –Panthéon Sorbonne ; M. J.-Chr. PAGNUCCO, professeur à l'Université de Caen Normandie.

- **Directions de mémoires et rapports de stage en vue de l'obtention du Diplôme Supérieur de Notariat :** plus de 30 rapports dirigés et soutenus, depuis décembre 2011.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

- **Responsabilités nationales :**

- **Expert auprès du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES)** (depuis septembre 2015).
- **2^{ème} Vice-Président du Conseil National des Universités (CNU) Section 01** (2013-2015).
- **Assesseur du Groupe d'appel n°1 du Conseil National des Universités (CNU)** (2013-2015).
- **Membre élu du Conseil National des Universités (CNU) Section 01** (2011-2015).
- **Participation à de nombreux de comités de sélection** (Caen, Bordeaux, Aix-en-Provence, Nanterre, Metz).

- **Responsabilité locales :**

- **Doyen de la faculté de droit, Université de Caen Normandie** (à compter du 1^{er} septembre 2016).
- **Présidence de comités de sélection** (recrutement de deux MCF section 01 ; recrutement d'un MCF section 03, Université de Caen, 2016).
- **Vice-Doyen de la faculté de droit, Université de Caen Normandie** (2015-2016).
- **Directeur du Master II Droit des Affaires / DJCE, Faculté de droit de Caen, Université de Caen Normandie** (depuis septembre 2014).
- **Responsable pédagogique de la semestrialité Droit des sociétés, Diplôme Supérieur de Notariat (DSN Caen-Rouen)** (depuis septembre 2014).
- **Membre du jury du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, Ecole des Avocats du Grand Ouest** (depuis 2017).
- **Membre du comité de pilotage du contrat quinquennal, Faculté de droit de Caen, Université de Caen Basse Normandie** (2013-2015).
- **Responsable pédagogique des cycles annuels de conférences de perfectionnement en droit des affaires à destination des commissaires aux comptes, Institut des Métiers du Droit, Faculté de droit de Caen, Université de Caen Basse-Normandie** (2013-2015).
- **Chargé de mission pour la mise en place du C2I2 Métiers du droit, Université de Caen-Basse-Normandie** (2011-2013).
- **Responsable pédagogique du Certificat Informatique et Internet Niveau 2, Spécialité Métiers du Droit, Faculté de droit de Caen** (2013-2016).
- **Responsable du module « Techniques sociétaires », Master II droit des Affaires-DJCE, Université de Caen Basse-Normandie** (depuis 2013).
- **Responsable du module « Techniques sociétaires », Master II droit de la concurrence et de la distribution, Université de Caen Basse-Normandie** (2012-2014).
- **Responsable du pôle « Droit commercial général, droit des sociétés et des groupements » du Master II Droit Notarial, Université de Caen Basse-Normandie** (depuis 2008).

- **Membre de la commission de validation d'études AES, Université de Caen Basse-Normandie** (2011-2016).
- **Membre du jury de l'examen d'entrée au CRFPA, Université de Caen Basse-Normandie** (2007-2014).
- **Directeur général des études DUT, IUT de Caen, département GEA** (2008-2009).
- **Responsable des modules complémentaires, IUT de Caen, département GEA** (2008-2010).

ENSEIGNEMENTS

Enseignements dispensés à l'Université de Caen

Organisation juridictionnelle, Cours en 1^{ère} année de Licence Droit (2010-2014).

Fiscalité des personnes physiques, Cours et travaux dirigés en 1^{ère} année DUT, IUT département Gestion des Entreprises et des Administrations de l'IUT (2007-2010).

Structure juridique de l'entreprise, Cours et travaux dirigés en 2^{ème} année DUT, département de Gestion des Entreprises et des Administrations de l'IUT (2007-2011).

Statut juridique du dirigeant de société, Cours en 2^{ème} année DUT, département de Gestion des Entreprises et des Administrations de l'IUT (2008-2014).

Droit des entreprises en difficultés, Cours en 2^{ème} année DUT, département de Gestion des Entreprises et des Administrations de l'IUT (2008-2014).

Droit des sociétés, Cours en 3^{ème} année de Licence Droit (depuis 2014).

Droit des sociétés, Cours en Master I Chargé de Clientèle et Institutions, IUP Banque Assurance (2008-2015).

Droit des entreprises en difficulté, Cours en Master I Chargé de Clientèle et Institutions, IUP Banque Assurance (2008-2015).

Démembrement de propriété, Cours en Master II Ingénierie Patrimoniale, IUP Banque Assurance (2013-2015).

Couple et sociétés, Cours en Master II Ingénierie Patrimoniale, IUP Banque Assurance (2014-2015).

Droit des sociétés, Cours en Master I Contrôle Comptabilité Audit, IAE de Caen (2014).

Statut juridique du dirigeant de société, Cours en Master II Chargé de Clientèle et Institutions, IUP Banque Assurance (2007-2015).

Droit des sociétés et des groupements, Cours en Master II de Droit Notarial (depuis 2008).

Droit processuel, Cours en Master II Droit -Contentieux Privé (2010-2014)

Groupement d'intérêt économique, Société par Actions Simplifiée, Groupe de sociétés, Droit des sociétés et Régimes Matrimoniaux, Pactes d'actionnaires, SCP / SEL, Cours en Master II Droit des affaires- DJCE.

Droit du commerce international, Cours en Master II Implantation des Entreprises à l'International, Département LEA (2010-2014).

Droit des concentrations, Cours en Master II Droit de la concurrence et de la distribution (2012-2014).

Restructuration des sociétés, Cours en Master II Contrôle Comptabilité Audit, IAE de Caen (2014).

Autres

Droit des groupements spéciaux, Cessions de titres sociaux, Concentration d'entreprises, séminaires dans le cadre du Diplôme Supérieur du Notariat, Centre de Formation Professionnelle de Paris, Section locale de Normandie (depuis 2008)

Mise en société du patrimoine, Cours de Master II Gestion du Patrimoine Privé, Université Montesquieu Bordeaux IV (2009-2011).

Titrisation : aspects juridiques, Cours dans le cadre du Master II Droit des Affaires - DJCE, module Droit du financement et des garanties, Université Montesquieu Bordeaux IV (2009-2011).

Sûretés sur meubles incorporels, Cours dans le cadre du Master II Droit des Affaires - DJCE, module Droit du financement et des garanties, Université Montesquieu Bordeaux IV (2009-2011).

Droit des sociétés, *in* « Pouvoirs et compétences de l'inspecteur du travail face aux structures d'entreprises complexes » : cours dispensé au sein de la Formation de spécialisation des inspecteurs élèves du travail, dans le cadre de l'Institut National du Travail, de l'Emploi, et de la Formation professionnelle (INTEFP) (2008).